Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **27 (1935)**

Heft 7

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

27me année Juillet 1935 No 7

La lutte pour la Constitution fédérale.

Par *Max Weber.*

Introduction.

Il a déjà été souvent question d'une revision totale de la Constitution au cours des dix dernières années, et dans certains milieux l'avis a été exprimé qu'il serait nécessaire à l'occasion de reviser de fond en comble la base légale de notre Etat. Cette question de revision totale a pris néanmoins un aspect tout particulier à partir du moment où les mouvements rénovateurs s'en sont emparé en manifestant l'intention de réaliser par ce moyen leur but, qui est de détruire la démocratie par une réforme complète de notre Constitution fédérale. Plus vite qu'on ne le supposait, ils se sont mis à l'œuvre et ont organisé la collecte des signatures afin d'atteindre le plus possible la population.

A la mi-mars 1934, peu de jours après que la loi sur la protection de l'ordre public fut rejetée, les représentants des fronts et des ligues se réunirent au «Schweizerhof» à Olten afin d'y préparer la collecte des signatures pour une initiative en faveur de la revision totale de la Constitution fédérale. A cette entrevue, prirent part entre autres le chef du Front national Dr. Henne, le colonel Sonderegger, le chef du front populaire à ce moment-là. En outre, le Dr Jakob Lorenz, rédacteur de «l'Aufgebot» et Samuel Haas, le directeur de la presse suisse moyenne et militant de la Ligue pour le peuple et la patrie. Peu de temps après, les listes de signatures en faveur de la revision totale furent mises en circulation.

Par la suite, et en raison du lancement des listes de signatures pour l'Initiative de crise à fin mai 1934, l'Initiative des fronts et des ligues passa à l'arrière-plan. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les auteurs de l'Initiative pour la revision totale se soient coalisés en une «communauté d'action» pour livrer une lutte sans merci à l'Initiative de crise. Le 23 juillet, ce front des fronts fut baptisé au Schwellenmätteli à Berne. Deux jours plus